



## Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. limitée  
12 septembre 2019  
Français  
Original : anglais

### Conférence des Parties

#### Quatorzième session

New Delhi, 2-13 septembre 2019

Point 6 a) de l'ordre du jour

#### Programme et budget

#### Programme et budget de l'exercice biennal 2020-2021

## Programme et budget de l'exercice biennal 2020-2021

### Projet de décision présenté par le Président du Comité plénier

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant* les règles de gestion financière de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (la Convention)<sup>1</sup>,

*Rappelant aussi* la décision 7/COP.13,

*Rappelant en outre* les paragraphes 13 et 14 de la décision 9/COP.9 relative au programme et budget de l'exercice biennal 2010-2011,

*Ayant pris connaissance* des informations contenues dans les documents établis par le secrétariat et le Mécanisme mondial au sujet du programme et budget<sup>2</sup>,

### Programme et budget de l'exercice biennal 2020-2021

1. *Approuve* le programme et budget de l'exercice biennal 2020-2021, d'un montant de 16 430 903 euros, aux fins spécifiées au tableau 1 ci-après ;
2. *Remercie* le Gouvernement allemand pour sa contribution volontaire biennale de 1 022 584 euros au budget de base et pour la contribution spéciale de 1 022 584 euros (Fonds de Bonn) qu'il verse en tant que gouvernement hôte du secrétariat ;
3. *Approuve* la dotation en personnel du programme et budget présentée au tableau 2 ci-après ;
4. *Décide* de maintenir le montant de la réserve de trésorerie à un niveau correspondant à 12 % du montant estimatif des dépenses annuelles du Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention ;
5. *Autorise* le Secrétaire exécutif, à titre exceptionnel, à prélever pour 2020-2021 sur le solde ou les contributions disponibles inutilisés d'exercices antérieurs un montant ne dépassant pas 242 821 euros, pour autant que l'utilisation du solde ne diminue

<sup>1</sup> Décision 2/COP.1, annexe.

<sup>2</sup> Documents ICCD/COP(14)/6 ; ICCD/COP(14)/7-ICCD/CRIC(18)/2 ; ICCD/CRIC(18)/3 ; ICCD/COP(14)/8 ; ICCD/COP(14)/9 ; ICCD/COP(14)/10 ; et ICCD/COP(14)/11.



pas la réserve de trésorerie, et que toute utilisation de cette nature soit répartie entre les programmes et le Mécanisme mondial proportionnellement au budget approuvé ;

6. *Adopte* le barème indicatif des quotes-parts pour 2020 et 2021 qui figure à l'annexe de la présente décision ;

7. *Invite* toutes les Parties à la Convention à noter que, conformément aux dispositions du paragraphe 14 a) des règles de gestion financière de la Conférence des Parties, les contributions au budget de base sont dues au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année ;

8. *Autorise* le Secrétaire exécutif à opérer des virements entre les principales lignes de crédit indiquées au tableau 1 ci-après, jusqu'à concurrence d'un montant global correspondant à 20 % du total estimé des dépenses prévues au titre de ces lignes de crédit, étant entendu que, pour chacune d'entre elles, la réduction devra rester inférieure à 25 %, et *prie* le Secrétaire exécutif de lui rendre compte de tout virement de cette nature ;

9. *Autorise aussi* le Secrétaire exécutif à créer des postes de rang inférieur en sus de la dotation en personnel approuvée figurant au tableau 2 ci-après, dans les limites d'un budget pour les dépenses de personnel ne devant pas dépasser 10 946 166 euros ; le *prie* d'analyser la structure organisationnelle et la dotation en personnel afin de garantir une application efficace et rationnelle du programme de travail approuvé ; et le *prie* de rendre compte à la Conférence des Parties, à sa quinzième session :

a) Du niveau hiérarchique des postes pourvus au regard du tableau d'effectifs approuvé ; et

b) Des résultats de l'analyse.

10. *Invite* l'Assemblée générale des Nations Unies à inscrire au calendrier des conférences et réunions de l'exercice biennal 2020-2021 les sessions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires envisagées pour l'exercice ;

11. *Approuve* le budget conditionnel pour les services de conférence présenté au tableau 3 ci-après, d'un montant de 2 104 660 euros, qui s'ajouterait au programme et budget de l'exercice biennal 2020-2021 si l'Assemblée générale décidait de ne pas allouer de ressources à ces activités dans le budget ordinaire de l'ONU ;

12. *Décide* que, si tant est que l'affectation de contributions volontaires aux fins indiquées au paragraphe 11 ne permette pas d'atteindre ce montant, la différence sera imputée au budget conditionnel pour les services de conférence ;

13. *Prend note* du montant estimatif des dépenses supplémentaires pouvant aller jusqu'à 1 518 560 euros indiquées au tableau 4 ci-après qu'entraînerait la tenue de la quinzième session de la Conférence des Parties à Bonn (Allemagne) ;

14. *Prend note aussi* du montant estimatif des dépenses supplémentaires pouvant aller jusqu'à 688 170 euros indiquées au tableau 5 ci-après qu'entraînerait la tenue de la dix-neuvième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention à Bonn ;

15. *Prend note en outre* du montant estimatif des ressources nécessaires au titre du Fonds spécial indiqué par le Secrétaire exécutif au tableau 6 ci-après et *invite* les Parties à verser des contributions à ce Fonds ;

16. *Prie* le Secrétaire exécutif de rendre compte à la Conférence des Parties à sa quinzième session de l'état des recettes et des dépenses et de l'exécution du budget, selon une méthode axée sur les résultats ;

17. *Prend note* des délibérations en cours à l'Assemblée générale des Nations Unies et des recommandations exprimées dans le rapport 2018 du Comité des commissaires aux comptes sur les ressources nécessaires à l'assurance maladie après la cessation de service et *prie* le Secrétaire exécutif de continuer de suivre l'évolution de la situation au sein du système des Nations Unies et, sur cette base, d'établir un rapport indiquant quelles options peuvent être adoptées à cet égard dans le budget de l'exercice biennal 2022-2023, pour examen par la Conférence des Parties à sa quinzième session ;

18. *Prie* le Secrétaire exécutif d'établir un budget et un programme de travail axés sur les résultats pour l'exercice biennal 2022-2023 conformément à la décision XX/COP.14 sur les plans de travail, en présentant deux scénarios budgétaires et un programme de travail fondé sur les besoins prévus pour l'exercice selon : a) un scénario de croissance nominale nulle ; et b) un scénario fondé sur les modifications qu'il est recommandé d'apporter au premier scénario et les suppléments de coût ou les économies qui en résulteraient ;

## Résultats financiers des fonds d'affectation spéciale de la Convention

19. *Approuve* la modification ci-après à apporter aux Règles de gestion financière de la Conférence des Parties, de ses organes subsidiaires et du secrétariat de la Convention<sup>3</sup> :

Remplacer le paragraphe 12 a) par le texte suivant :

« *Les contributions versées chaque année par les Parties en fonction d'un barème indicatif, adopté par consensus par la Conférence des Parties, et fondé sur le plus récent barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies qui aura été adopté par l'Assemblée générale ;* » ;

20. *Prend note* des états financiers vérifiés du secrétariat et du Mécanisme mondial pour 2017 et 2018, et du rapport sur les résultats financiers et des rapports sur l'exécution des programmes de travail du secrétariat et du Mécanisme mondial pour l'exercice biennal 2018-2019, et de l'état des contributions au 15 août 2019 ;

21. *Prend note en outre* des observations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur les états financiers vérifiés des fonds d'affectation spéciale de la Convention pour 2017 et 2018, et *prie* le Secrétaire exécutif d'en appliquer les recommandations, selon qu'il convient ;

22. *Exhorte* le Secrétaire exécutif à réduire encore l'impact sur l'environnement des activités du Secrétariat en rationalisant l'utilisation des ressources et les voyages, à titre d'exemple en adoptant une utilisation élargie des services de visioconférence et en donnant la priorité aux voyages officiels qui ont un rapport direct avec l'exécution du programme de travail approuvé ;

23. *Note* qu'un accord du secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification avec le service d'audit interne fait encore défaut et *prie* le Secrétaire exécutif de rétablir ce service, selon qu'il conviendra et dans de bonnes conditions d'économie et d'efficacité ;

24. *Prie* le secrétariat, pour favoriser la transparence et la responsabilité, de créer sur le site Web de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification une rubrique où seront publiés des renseignements à jour concernant la gouvernance de la Convention et du Mécanisme mondial, notamment les rapports d'audit, le règlement financier et les règles de gestion financière applicables, et tout autre renseignement utile d'ordre budgétaire et financier ;

25. *Autorise* le Secrétaire exécutif, à titre exceptionnel, à utiliser le reste du montant imputé antérieurement sur les réserves du Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention pour la poursuite de l'initiative relative à la sécheresse conformément à la décision XX/COP.14 (sur la sécheresse) ;

26. *Invite* le secrétariat et le Mécanisme mondial, selon leurs mandats respectifs, à mobiliser des contributions volontaires pour l'Initiative sur la sécheresse à titre de ressources financières et non financières, selon qu'il convient ;

27. *Remercie* les Parties qui ont acquitté leur contribution au budget de base dans les délais prescrits ;

<sup>3</sup> Décision 2/COP.1, annexe.

28. *Engage* les Parties qui n'ont pas encore versé leur contribution au budget de base à le faire sans tarder, étant entendu que les contributions sont dues au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, et *prie* le secrétariat d'informer les Parties du montant de leur contribution au budget de base dans les meilleurs délais au cours de l'année précédent l'année où elles sont dues ;

29. *Invite instamment* les Parties qui sont en retard dans le règlement de leurs contributions à faire un nouvel effort pour traiter le problème le plus rapidement possible afin d'améliorer la stabilité financière de la Convention grâce aux contributions de l'ensemble des Parties ;

30. *Prie* le Secrétaire exécutif de poursuivre le dialogue avec les Parties qui ont un arriéré de contributions datant des années précédentes afin qu'elles s'engagent dans un plan volontaire visant à payer les arriérés et de continuer à rendre compte de la mise en œuvre de tout arrangement concernant les contributions non acquittées ;

31. *Prie également* le Secrétaire exécutif de faire rapport sur les contributions au budget de base versées par les Parties pour des exercices financiers antérieurs qui ont été reçues au cours de l'exercice biennal 2020-2021 ;

32. *Exprime sa gratitude* aux Parties qui ont versé des contributions au Fonds supplémentaire, au Fonds spécial et aux fonds extrabudgétaires du Mécanisme mondial ;

### **Rapports d'évaluation**

29. *Accueille avec intérêt* les recommandations issues des évaluations et des analyses indépendantes résumées dans le document ICCD/COP(14)/12 et *demande* au secrétariat et au Mécanisme mondial de mettre à profit ces recommandations dans la planification et la conduite de leurs travaux ;

30. *Prend note* du plan de travail du Bureau de l'évaluation de la Convention proposé pour 2020-2021, et *prie* le Secrétaire exécutif de lui rendre compte à sa quinzième session des résultats des évaluations qui seront menées en 2020-2021 et des mesures prises pour donner suite aux recommandations en suspens d'évaluations antérieures, selon qu'il convient.

Tableau 1  
**Besoins de financement par sous-programme**  
 (En euros)

<i>I.</i>	<i>Programmes du secrétariat</i>	<i>2020</i>	<i>2021</i>	<i>Budget de base total</i>
<b>A.</b>	<b>Direction exécutive et gestion</b>	1 013 419	1 013 419	<b>2 026 838</b>
<b>B.</b>	<b>Communication</b>	561 295	561 295	<b>1 122 590</b>
<b>C.</b>	<b>Relations extérieures, politique et sensibilisation</b>	1 091 937	1 091 937	<b>2 183 874</b>
<b>D.</b>	<b>Science, technologie et mise en œuvre</b>	1 602 685	1 602 685	<b>3 205 370</b>
<b>E.</b>	<b>Services administratifs</b>	1 153 523	1 153 523	<b>2 307 045</b>
<i>II.</i>	<i>Mécanisme mondial</i>			
<b>F.</b>	<b>Mécanisme mondial</b>	1 847 452	1 847 452	<b>3 694 905</b>
	<b>Total partiel (A-F)</b>	<b>7 270 311</b>	<b>7 270 311</b>	<b>14 540 622</b>
<b>III.</b>	<b>Dépenses d'appui aux programmes (13 %)</b>	945 140	945 141	<b>1 890 281</b>
<b>IV.</b>	<b>Réserve de trésorerie</b>	-	-	-
	<b>Total (I-IV)</b>	<b>8 215 451</b>	<b>8 215 452</b>	<b>16 430 903</b>
<b>Recettes</b>				
	Contribution du gouvernement du pays hôte	511 292	511 292	<b>1 022 584</b>
	Montant indicatif des contributions	7 582 749	7 582 749	<b>15 165 498</b>
	Soldes ou contributions inutilisés d'exercices financiers antérieurs (montants maximum)	121 410	121 411	<b>242 821</b>
	<b>Total des recettes</b>	<b>8 215 451</b>	<b>8 215 452</b>	<b>16 430 903</b>

Tableau 2  
Besoins en personnel

	<i>Effectif réel</i>		<i>Besoins</i>	
	2019	2020	2020	2021
<b>Secrétariat</b>				
A. Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur				
Secrétaire général adjoint	1,00	1,00	1,00	1,00
Sous-Secrétaire général	0,00	0,00	0,00	0,00
D-2	1,00	1,00	1,00	1,00
D-1	0,00	0,00	0,00	0,00
P-5	7,00	7,00	7,00	7,00
P-4	7,00	7,00	7,00	7,00
P-3	4,00	4,00	4,00	4,00
P-2	1,00	1,00	1,00	1,00
P-1	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total partiel, administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>	<b>21,00</b>	<b>21,00</b>	<b>21,00</b>	<b>21,00</b>
B. Services généraux	10,00	10,00	10,00	10,00
<b>Total A + B</b>	<b>31,00</b>	<b>31,00</b>	<b>31,00</b>	<b>31,00</b>
<b>Mécanisme mondial</b>				
A. Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur				
D-1	1,00	1,00	1,00	1,00
P-5	1,00	1,00	1,00	1,00
P-4	2,00	2,00	2,00	2,00
P-3	4,00	4,00	4,00	4,00
P-2	2,00	2,00	2,00	2,00
<b>Total partiel, administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>	<b>10,00</b>	<b>10,00</b>	<b>10,00</b>	<b>10,00</b>
B. Services généraux	4,00	4,00	4,00	4,00
<b>Total A + B</b>	<b>14,00</b>	<b>14,00</b>	<b>14,00</b>	<b>14,00</b>
<b>Total des besoins en personnel</b>	<b>45,00</b>	<b>45,00</b>	<b>45,00</b>	<b>45,00</b>

Tableau 3  
Budget conditionnel des services de conférence  
(En euros)

<i>Objet de dépense</i>	<i>2018-2019</i>	<i>2020-2021</i>
Services de conférence de l'ONU	1 835 000	1 862 530
Dépenses d'appui aux programmes	238 550	242 130
<b>Total</b>	<b>2 073 550</b>	<b>2 104 660</b>

Tableau 4  
**Ressources nécessaires à l'organisation de la quinzième session de la Conférence des Parties à Bonn**  
 (En euros)

<i>Objet de dépense</i>	<i>2018-2019</i>	<i>2020-2021</i>
Coûts supplémentaires	1 204 000	1 222 060
Imprévus	120 000	121 800
<b>Total partiel</b>	<b>1 324 000</b>	<b>1 343 860</b>
Dépenses d'appui aux programmes	172 000	174 700
<b>Total</b>	<b>1 496 000</b>	<b>1 518 560</b>

Tableau 5  
**Ressources nécessaires à l'organisation de la dix-neuvième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention**  
 (En euros)

<i>Objet de dépense</i>	<i>2020-2021</i>
Coûts supplémentaires	548 100
Imprévus	60 900
<b>Total partiel</b>	<b>609 000</b>
Dépenses d'appui aux programmes	79 170
<b>Total</b>	<b>688 170</b>

Tableau 6  
**Montant estimatif des ressources nécessaires à la participation au processus de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification pour l'exercice biennal 2020-2021 (Fonds d'affectation spéciale)**  
 (En euros)

<i>Sessions</i>	<i>Montant estimatif des dépenses</i>
Dix-neuvième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention	900 000
Quinzième session de la Conférence des Parties <sup>a</sup>	1 300 000
	<b>2 200 000</b>

<sup>a</sup> Ce montant comprend les estimations correspondant à la participation de représentants des pays touchés, par exemple les coordonnateurs nationaux, d'un deuxième représentant pour les pays les moins avancés, et des correspondants pour la science et la technologie.

## Annexe

### Barème indicatif des quotes-parts pour le financement du budget de base de la Convention pour 2020-2021

<i>Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification<sup>a</sup></i>	<i>Barème de l'ONU<sup>b</sup></i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2020-2021</i>	<i>Montant indicatif des contributions pour 2020 (euros)</i>	<i>Montant indicatif des contributions pour 2021 (euros)</i>	<i>Montant total à verser (euros)</i>
Afghanistan	0,007	0,007	517	517	<b>1 034</b>
Afrique du Sud	0,272	0,265	20 107	20 107	<b>40 214</b>
Albanie	0,008	0,008	591	591	<b>1 182</b>
Algérie	0,138	0,135	10 201	10 201	<b>20 402</b>
Allemagne	6,090	5,937	450 196	450 196	<b>900 392</b>
Andorre	0,005	0,005	370	370	<b>740</b>
Angola	0,010	0,010	739	739	<b>1 478</b>
Antigua-et-Barbuda	0,002	0,002	148	148	<b>296</b>
Arabie saoudite	1,172	1,143	86 639	86 639	<b>173 278</b>
Argentine	0,915	0,892	67 640	67 640	<b>135 280</b>
Arménie	0,007	0,007	517	517	<b>1 034</b>
Australie	2,210	2,155	163 372	163 372	<b>326 744</b>
Autriche	0,677	0,660	50 046	50 046	<b>100 092</b>
Azerbaïdjan	0,049	0,048	3 622	3 622	<b>7 244</b>
Bahamas	0,018	0,018	1 331	1 331	<b>2 662</b>
Bahreïn	0,050	0,049	3 696	3 696	<b>7 392</b>
Bangladesh	0,010	0,010	739	739	<b>1 478</b>
Barbade	0,007	0,007	517	517	<b>1 034</b>
Bélarus	0,049	0,048	3 622	3 622	<b>7 244</b>
Belgique	0,821	0,800	60 691	60 691	<b>121 382</b>
Belize	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Bénin	0,003	0,003	222	222	<b>444</b>
Bhoutan	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Bolivie (État plurinational de)	0,016	0,016	1 183	1 183	<b>2 366</b>
Bosnie-Herzégovine	0,012	0,012	887	887	<b>1 774</b>
Botswana	0,014	0,014	1 035	1 035	<b>2 070</b>
Brésil	2,948	2,874	217 927	217 927	<b>435 854</b>
Brunéï Darussalam	0,025	0,024	1 848	1 848	<b>3 696</b>
Bulgarie	0,046	0,045	3 400	3 400	<b>6 800</b>
Burkina Faso	0,003	0,003	222	222	<b>444</b>
Burundi	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Cabo Verde	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Cambodge	0,006	0,006	444	444	<b>888</b>
Cameroun	0,013	0,013	961	961	<b>1 922</b>
Canada	2,734	2,665	202 108	202 108	<b>404 216</b>
Chili	0,407	0,397	30 087	30 087	<b>60 174</b>
Chine	12,005	11,704	887 455	887 455	<b>1 774 910</b>
Chypre	0,036	0,035	2 661	2 661	<b>5 322</b>



<i>Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification<sup>a</sup></i>	<i>Barème de l'ONU<sup>b</sup></i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2020-2021</i>	<i>Montant indicatif des contributions pour 2020 (euros)</i>	<i>Montant indicatif des contributions pour 2021 (euros)</i>	<i>Montant total à verser (euros)</i>
Colombie	0,288	0,281	21 290	21 290	<b>42 580</b>
Comores	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Congo	0,006	0,006	444	444	<b>888</b>
Costa Rica	0,062	0,060	4 583	4 583	<b>9 166</b>
Côte d'Ivoire	0,013	0,013	961	961	<b>1 922</b>
Croatie	0,077	0,075	5 692	5 692	<b>11 384</b>
Cuba	0,080	0,078	5 914	5 914	<b>11 828</b>
Danemark	0,554	0,540	40 954	40 954	<b>81 908</b>
Djibouti	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Dominique	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Égypte	0,186	0,181	13 750	13 750	<b>27 500</b>
El Salvador	0,012	0,012	887	887	<b>1 774</b>
Émirats arabes unis	0,616	0,601	45 537	45 537	<b>91 074</b>
Équateur	0,080	0,078	5 914	5 914	<b>11 828</b>
Érythrée	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Espagne	2,146	2,092	158 640	158 640	<b>317 280</b>
Estonie	0,039	0,038	2 883	2 883	<b>5 766</b>
Eswatini	0,002	0,002	148	148	<b>296</b>
État de Palestine	0,008	0,008	591	591	<b>1 182</b>
États-Unis d'Amérique	22,000	21,448	1 626 323	1 626 323	<b>3 252 646</b>
Éthiopie	0,010	0,010	739	739	<b>1 478</b>
Fédération de Russie	2,405	2,345	177 787	177 787	<b>355 574</b>
Fidji	0,003	0,003	222	222	<b>444</b>
Finlande	0,421	0,410	31 122	31 122	<b>62 244</b>
France	4,427	4,316	327 260	327 260	<b>654 520</b>
Gabon	0,015	0,015	1 109	1 109	<b>2 218</b>
Gambie	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Géorgie	0,008	0,008	591	591	<b>1 182</b>
Ghana	0,015	0,015	1 109	1 109	<b>2 218</b>
Grèce	0,366	0,357	27 056	27 056	<b>54 112</b>
Grenade	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Guatemala	0,036	0,035	2 661	2 661	<b>5 322</b>
Guinée	0,003	0,003	222	222	<b>444</b>
Guinée-Bissau	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Guinée équatoriale	0,016	0,016	1 183	1 183	<b>2 366</b>
Guyana	0,002	0,002	148	148	<b>296</b>
Haïti	0,003	0,003	222	222	<b>444</b>
Honduras	0,009	0,009	665	665	<b>1 330</b>
Hongrie	0,206	0,201	15 228	15 228	<b>30 456</b>
Îles Cook	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Îles Marshall	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Îles Salomon	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Inde	0,834	0,813	61 652	61 652	<b>123 304</b>
Indonésie	0,543	0,529	40 141	40 141	<b>80 282</b>

<i>Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification<sup>a</sup></i>	<i>Barème de l'ONU<sup>b</sup></i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2020-2021</i>	<i>Montant indicatif des contributions pour 2020 (euros)</i>	<i>Montant indicatif des contributions pour 2021 (euros)</i>	<i>Montant total à verser (euros)</i>
Iran (République islamique d')	0,398	0,388	29 422	29 422	<b>58 844</b>
Iraq	0,129	0,126	9 536	9 536	<b>19 072</b>
Irlande	0,371	0,362	27 426	27 426	<b>54 852</b>
Islande	0,028	0,027	2 070	2 070	<b>4 140</b>
Israël	0,490	0,478	36 223	36 223	<b>72 446</b>
Italie	3,307	3,224	244 466	244 466	<b>488 932</b>
Jamaïque	0,008	0,008	591	591	<b>1 182</b>
Japon	8,564	8,349	633 083	633 083	<b>1 266 166</b>
Jordanie	0,021	0,020	1 552	1 552	<b>3 104</b>
Kazakhstan	0,178	0,174	13 158	13 158	<b>26 316</b>
Kenya	0,024	0,023	1 774	1 774	<b>3 548</b>
Kirghizistan	0,002	0,002	148	148	<b>296</b>
Kiribati	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Koweït	0,252	0,246	18 629	18 629	<b>37 258</b>
Lesotho	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Lettonie	0,047	0,046	3 474	3 474	<b>6 948</b>
Liban	0,047	0,046	3 474	3 474	<b>6 948</b>
Libéria	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Libye	0,030	0,029	2 218	2 218	<b>4 436</b>
Liechtenstein	0,009	0,009	665	665	<b>1 330</b>
Lituanie	0,071	0,069	5 249	5 249	<b>10 498</b>
Luxembourg	0,067	0,065	4 953	4 953	<b>9 906</b>
Macédoine du Nord	0,007	0,007	517	517	<b>1 034</b>
Madagascar	0,004	0,004	296	296	<b>592</b>
Malaisie	0,341	0,332	25 208	25 208	<b>50 416</b>
Malawi	0,002	0,002	148	148	<b>296</b>
Maldives	0,004	0,004	296	296	<b>592</b>
Mali	0,004	0,004	296	296	<b>592</b>
Malte	0,017	0,017	1 257	1 257	<b>2 514</b>
Maroc	0,055	0,054	4 066	4 066	<b>8 132</b>
Maurice	0,011	0,011	813	813	<b>1 626</b>
Mauritanie	0,002	0,002	148	148	<b>296</b>
Mexique	1,292	1,260	95 509	95 509	<b>191 018</b>
Micronésie (États fédérés de)	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Monaco	0,011	0,011	813	813	<b>1 626</b>
Mongolie	0,005	0,005	370	370	<b>740</b>
Monténégro	0,004	0,004	296	296	<b>592</b>
Mozambique	0,004	0,004	296	296	<b>592</b>
Myanmar	0,010	0,010	739	739	<b>1 478</b>
Namibie	0,009	0,009	665	665	<b>1 330</b>
Nauru	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Népal	0,007	0,007	517	517	<b>1 034</b>
Nicaragua	0,005	0,005	370	370	<b>740</b>
Niger	0,002	0,002	148	148	<b>296</b>

<i>Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification<sup>a</sup></i>	<i>Barème de l'ONU<sup>b</sup></i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2020-2021</i>	<i>Montant indicatif des contributions pour 2020 (euros)</i>	<i>Montant indicatif des contributions pour 2021 (euros)</i>	<i>Montant total à verser (euros)</i>
Nigéria	0,250	0,244	18 481	18 481	<b>36 962</b>
Nioué	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Norvège	0,754	0,735	55 739	55 739	<b>111 478</b>
Nouvelle-Zélande	0,291	0,284	21 512	21 512	<b>43 024</b>
Oman	0,115	0,112	8 501	8 501	<b>17 002</b>
Ouganda	0,008	0,008	591	591	<b>1 182</b>
Ouzbékistan	0,032	0,031	2 366	2 366	<b>4 732</b>
Pakistan	0,115	0,112	8 501	8 501	<b>17 002</b>
Palaos	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Panama	0,045	0,044	3 327	3 327	<b>6 654</b>
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,010	0,010	739	739	<b>1 478</b>
Paraguay	0,016	0,016	1 183	1 183	<b>2 366</b>
Pays-Bas	1,356	1,322	100 241	100 241	<b>200 482</b>
Pérou	0,152	0,148	11 236	11 236	<b>22 472</b>
Philippines	0,205	0,200	15 154	15 154	<b>30 308</b>
Pologne	0,802	0,782	59 287	59 287	<b>118 574</b>
Portugal	0,350	0,341	25 873	25 873	<b>51 746</b>
Qatar	0,282	0,275	20 846	20 846	<b>41 692</b>
République arabe syrienne	0,011	0,011	813	813	<b>1 626</b>
République centrafricaine	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
République de Corée	2,267	2,210	167 585	167 585	<b>335 170</b>
République de Moldova	0,003	0,003	222	222	<b>444</b>
République démocratique du Congo	0,010	0,010	739	739	<b>1 478</b>
République démocratique populaire lao	0,005	0,005	370	370	<b>740</b>
République dominicaine	0,053	0,052	3 918	3 918	<b>7 836</b>
République populaire démocratique de Corée	0,006	0,006	444	444	<b>888</b>
République-Unie de Tanzanie	0,010	0,010	739	739	<b>1 478</b>
Roumanie	0,198	0,193	14 637	14 637	<b>29 274</b>
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4,567	4,452	337 610	337 610	<b>675 220</b>
Rwanda	0,003	0,003	222	222	<b>444</b>
Sainte-Lucie	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Saint-Kitts-et-Nevis	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Saint-Marin	0,002	0,002	148	148	<b>296</b>
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Samoa	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Sao Tomé-et-Principe	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Sénégal	0,007	0,007	517	517	<b>1 034</b>
Serbie	0,028	0,027	2 070	2 070	<b>4 140</b>
Seychelles	0,002	0,002	148	148	<b>296</b>
Sierra Leone	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Singapour	0,485	0,473	35 853	35 853	<b>71 706</b>
Slovaquie	0,153	0,149	11 310	11 310	<b>22 620</b>

<i>Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification<sup>a</sup></i>	<i>Barème de l'ONU<sup>b</sup></i>	<i>Barème indicatif des quotes-parts pour 2020-2021</i>	<i>Montant indicatif des contributions pour 2020 (euros)</i>	<i>Montant indicatif des contributions pour 2021 (euros)</i>	<i>Montant total à verser (euros)</i>
Slovénie	0,076	0,074	5 618	5 618	<b>11 236</b>
Somalie	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Soudan	0,010	0,010	739	739	<b>1 478</b>
Soudan du Sud	0,006	0,006	444	444	<b>888</b>
Sri Lanka	0,044	0,043	3 253	3 253	<b>6 506</b>
Suède	0,906	0,883	66 975	66 975	<b>133 950</b>
Suisse	1,151	1,122	85 086	85 086	<b>170 172</b>
Suriname	0,005	0,005	370	370	<b>740</b>
Tadjikistan	0,004	0,004	296	296	<b>592</b>
Tchad	0,004	0,004	296	296	<b>592</b>
Tchéquie	0,311	0,303	22 990	22 990	<b>45 980</b>
Thaïlande	0,307	0,299	22 695	22 695	<b>45 390</b>
Timor-Leste	0,002	0,002	148	148	<b>296</b>
Togo	0,002	0,002	148	148	<b>296</b>
Tonga	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Trinité-et-Tobago	0,040	0,039	2 957	2 957	<b>5 914</b>
Tunisie	0,025	0,024	1 848	1 848	<b>3 696</b>
Turkménistan	0,033	0,032	2 439	2 439	<b>4 878</b>
Turquie	1,371	1,337	101 349	101 349	<b>202 698</b>
Tuvalu	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Ukraine	0,057	0,056	4 214	4 214	<b>8 428</b>
Union européenne	2,500	2,500	189 569	189 569	<b>379 138</b>
Uruguay	0,087	0,085	6 431	6 431	<b>12 862</b>
Vanuatu	0,001	0,001	76	76	<b>152</b>
Venezuela (République bolivarienne du)	0,728	0,710	53 816	53 816	<b>107 632</b>
Viet Nam	0,077	0,075	5 692	5 692	<b>11 384</b>
Yémen	0,010	0,010	739	739	<b>1 478</b>
Zambie	0,009	0,009	665	665	<b>1 330</b>
Zimbabwe	0,005	0,005	370	370	<b>740</b>
<b>Total</b>	<b>102,510</b>	<b>100,000</b>	<b>7 582 749</b>	<b>7 582 749</b>	<b>15 165 498</b>

<sup>a</sup> États et organisations d'intégration économique régionale parties à la Convention au 31 mai 2019.

<sup>b</sup> Conformément à la résolution 73/271 de l'Assemblée générale.

*Note* : Les États-Unis d'Amérique considèrent leur contribution au budget de base de la Convention comme une contribution volontaire.